



Doc. 16235
25 août 2025

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la Hongrie

Communication

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement de la Hongrie et informations sur la procédure nationale de sélection¹

Lettre de M. Csanád Major, Représentant permanent adjoint de la Hongrie auprès du Conseil de l'Europe, à M^{me} Despina Chatzivassiliou, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 19 août 2025.

[...]

Chère Secrétaire Générale,

En référence à votre lettre du 11 septembre 2024 concernant les candidat·es hongrois·es au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme, j'ai l'honneur de transmettre officiellement la liste des candidat·es ainsi que le résumé de la procédure de sélection, pour examen par la Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

[...]

Le Gouvernement de la Hongrie a lancé un appel à candidatures en vue du poste de juge hongrois à la Cour européenne des droits de l'homme, dont le mandat débutera le 23 avril 2026. Cet appel à candidatures a été publié le 22 avril 2025 sur le site internet du ministère de la Justice.

La date limite de dépôt des candidatures, initialement fixée au 6 mai 2025, a été prolongée jusqu'au 20 mai 2025.

La sélection des candidat·es a été effectuée au niveau national, conformément aux exigences du Conseil de l'Europe, dans le cadre d'une procédure ouverte et transparente, sur la base des propositions du Comité professionnel chargé de l'évaluation des candidatures (ci-après «le Comité professionnel»).

Le Comité d'évaluation des candidatures était composé des membres suivants:

- Dr László Trócsányi, recteur de l'Université Károli Gáspár de l'Église réformée, président du Comité professionnel
- Dr János Bánáti, coprésident de l'Association des avocats hongrois, membre du Comité professionnel
- Dr Réka Varga, juge à la Cour constitutionnelle, membre du Comité d'évaluation des candidatures

1. Les curriculum vitae ont été transmis par le Gouvernement de la Hongrie en anglais et en français.



- Dr Judit Gyarmathy, secrétaire générale de la Kúria de Hongrie, membre du Comité d'évaluation des candidatures
- Dr Zoltán Tóth, secrétaire d'État auprès du ministère de la Justice, membre du Comité d'évaluation des candidatures.

Afin d'évaluer les candidatures au poste de juge hongrois, le ministère de la Justice a constitué un Comité professionnel composé de personnalités éminentes du milieu juridique national, chargé de s'assurer que les candidat·es présentent les garanties de la plus haute considération morale, disposent des qualifications requises pour l'exercice de fonctions judiciaires, et justifient d'une maîtrise active de l'anglais ou du français ainsi que d'une connaissance passive de l'autre langue officielle. Le Comité professionnel a également veillé à prendre en considération la question de l'équilibre entre les sexes, de sorte que la représentation des deux genres est assurée parmi les candidat·es.

Outre le respect des conditions obligatoires prévues dans l'appel à candidatures, le Comité professionnel a examiné les qualifications professionnelles des candidat·es sur la base des dossiers soumis ainsi que lors d'entretiens individuels.

Le Comité professionnel a formé son opinion uniquement sur la base de considérations professionnelles, à partir des documents écrits fournis dans la candidature et des entretiens individuels. Tous les candidat·es ont été entendus le 20 juin 2025 et ont eu la possibilité de compléter oralement leur candidature et de répondre aux questions des membres du Comité professionnel.

À l'issue des auditions, le Comité professionnel a établi une proposition en procédant, par scrutin secret, à un classement des candidats masculins et féminins. Parmi les trois candidat·es arrivé·es en tête de ce classement, le Comité en a retenu trois lors d'un second tour, également au scrutin secret, en veillant à maintenir un équilibre entre les sexes.

Dans l'exercice de ses fonctions, le Comité professionnel a tenu compte des critères fixés dans l'appel à candidatures, notamment le parcours professionnel des candidat·es, leur sensibilité aux droits de l'homme, leur connaissance du fonctionnement de la Cour, leur niveau de compétences linguistiques, leurs aptitudes argumentatives, ainsi que leur expérience en droit international et leur capacité à travailler en coopération.

Les résolutions et lignes directrices pertinentes du Conseil de l'Europe ont également été prises en considération.

Le Comité professionnel a classé les candidat·es au scrutin secret.

Les résultats du scrutin ont été consignés. Les bulletins de vote de chaque tour ont été placés dans une enveloppe scellée, signée par le président du Comité et le secrétaire d'État auprès du ministère de la Justice.

À l'issue de cette procédure, le Comité professionnel a décidé, par scrutin secret, de soutenir les candidatures des personnes suivantes:

- Krisztina Márta Rozsnyai,
- Balázs Tibor Schanda,
- Marcel Szabó.

Aucun ordre de préférence n'a été établi entre les candidat·es retenu·es.

Le Comité professionnel a transmis sa proposition par écrit au ministre de la Justice le 9 juillet 2025.

Sur proposition du ministre de la Justice, le gouvernement a décidé d'approuver cette proposition.

La décision du gouvernement a été publiée au Journal officiel (Magyar Közlöny) le 31 juillet 2025 (décret gouvernemental n° 1276/2025 (VII.31.)).

Appel à candidatures pour le poste de juge hongrois

Le Gouvernement de la Hongrie lance un appel à candidatures pour le poste de juge hongrois à la Cour européenne des droits de l'homme (ci-après «la Cour»), à compter du 23 avril 2026. Les juges de la Cour sont élus par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe sur la base d'une liste de trois candidat·es présentés par chaque État membre.

Conformément aux attentes du Conseil de l'Europe, la sélection des candidat·es intervient au niveau national, sur proposition d'un comité professionnel chargé de l'évaluation des candidatures. Un organe consultatif du Conseil de l'Europe se prononce également sur les candidatures. Les candidat·es sont ensuite auditionnés par une commission de l'Assemblée parlementaire.

Conditions de recevabilité des candidatures:

- nationalité hongroise,
- casier judiciaire vierge
- diplôme en droit dûment certifié.

D'autres exigences applicables aux candidat·es figurent aux articles 21 à 23 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après «la Convention»), dans les Résolutions 1646 (2009) et amendée 1366 (2004) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, ainsi que dans la Ligne directrice n° 40 du Comité des Ministres.

Les candidat·es doivent justifier d'une connaissance approfondie de la jurisprudence de Strasbourg et d'une excellente maîtrise des langues anglaise et française (maîtrise active de l'une et au moins maîtrise passive de l'autre requise).

Pendant la durée de leur mandat, les juges ne peuvent exercer aucune activité incompatible avec leur indépendance, leur impartialité ou les exigences liées à l'exercice à plein temps de leurs fonctions.

Les juges doivent résider de façon permanente à Strasbourg.

Parmi les candidat·es remplissant les conditions d'éligibilité, la préférence sera donnée à ceux et celles qui:

- possèdent une connaissance approfondie du droit national et du droit international public, ainsi qu'une expérience pratique ou académique dans le domaine des droits de l'homme;
- disposent d'une maîtrise active et de haut niveau des deux langues officielles du Conseil de l'Europe;
- justifient d'une expérience en tant que juge ou praticien du droit.

Dans le cadre de la procédure de nomination, le Gouvernement hongrois veillera également au respect de l'exigence d'équilibre entre les sexes.

Sur la base des documents figurant sur les sites suivants: <http://assembly.coe.int/CommitteeDocs/2009/ModelCVFR.doc>, <http://assembly.coe.int/CommitteeDocs/2009/ModelCVEN.doc>, les candidatures peuvent être soumises en hongrois à l'adresse électronique miniszter@im.gov.hu, au plus tard le 6 mai 2025, accompagnées d'une lettre de motivation.

Profils professionnels des candidat·es interviewé·es mais non retenu·es par le Comité professionnel

Candidat·e	Formation et expérience professionnelle
Femme	Doctorat (PhD), LL.M. Vice-doyenne d'université, professeure d'université Responsable du secrétariat à la Cour constitutionnelle Membre du comité d'experts de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires
Femme	Doctorat (PhD, diplôme de l'Académie hongroise des sciences), LL.M. Représentation de parties en tant que conseil juridique et avocate stagiaire à Budapest et à Londres Professeure d'université Responsable du département de bioéthique d'une organisation internationale
Homme	Doctorat (PhD), LL.M. Professeur d'université, doyen Rédacteur d'un commentaire sur un traité international Expert responsable de la formation LLM en droits de l'homme européen Conseiller, chef de département au Bureau du Président de la République
Homme	LL.M. Juge affecté à la Cour suprême (Curia) Conseiller en droit européen Enseignant du cours universitaire «Protection internationale des droits de l'homme»

Femme	LL.M. Certificat Harvard Negotiation Master Class Diplôme postuniversitaire en Global Business; Bourse Leadership, Saïd Business School, Université d'Oxford Certificat du Program on Negotiation, Senior Executive Education, Harvard Law School Certificat de droit comparé international et droits de l'homme, Erasmus, Brabant University, Tilburg Certificat de droit comparé, Université de Graz, Autriche Employée d'une organisation financière internationale Expériences professionnelles antérieures: Bureau du Secrétaire général de l'OSCE Expert·e senior en droits de l'homme et gestion des conflits Conseil de l'Europe, Direction politique, Direction juridique Greffe de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)
Homme	LL.M. Formation à l'Académie de droit européen cours sur les droits de l'homme en Europe Formation en codification Cours sur les droits de l'homme au Conseil de l'Europe Cours en droit de l'UE Représentant national à l'ECRI Représentant au CDDH Point de contact national de l'OSCE concernant les discours de haine Agent devant la CEDH Représentant de la Hongrie auprès des organes conventionnels de l'ONU

Annexe 1 – Curriculum vitae de Krisztina Márta ROZSNYAI

I. État civil

Nom, prénom: ROZSNYAI, Krisztina Márta

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 31 août 1975 à Budapest, Hongrie

Nationalité: hongroise, allemande

II. Études et diplômes, et autres qualifications

1994-1999: Université Eötvös Loránd (ELTE) Budapest, Faculté de Droit; iuris doctor summa cum laude (1999)

- 1996/1997: Ludwig-Maximilians-Universität, Munich, Germany
- 1998/1999: Université Paris-X, Nanterre, Paris, France

2001-2002: Deutsche Hochschule für Verwaltungswissenschaften Speyer, Allemagne; magistra rerum publicarum (2002)

Université ELTE Budapest, École doctorale de sciences juridiques; PhD summa cum laude (2008)

2015 Habilitation – venia legendi en droit administratif hongrois et comparé

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

1999-2004: assistant/conseiller juridique, Cour constitutionnelle: rédaction de décisions pour les juges Kiss et Erdei

- Juillet 2001: stage au tribunal administratif de Munich (Verwaltungsgericht München)

2012-2014: conseiller principal à la section du droit administratif et du droit du travail de la Kuria, la cour suprême de Hongrie: assistance aux chambres par des avis de droit comparé et participation aux activités de suivi du développement de la jurisprudence ainsi qu'aux activités internationales de la Kuria (visites à des juridictions étrangères et accueil des visites, contribution à des séminaires destinés aux juges)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Professeur de droit administratif à la faculté de droit de l'université ELTE de Budapest

- assistant universitaire: 1999-2008
- professeur agrégé: 2008-2016
- professeur associé: 2016-2020
- professeur titulaire depuis le 1^{er} septembre 2020

Vice-doyenne chargée des relations internationales de la Faculté de droit de l'Université ELTE Budapest depuis 2019

J'ai dirigé les travaux de codification du premier code hongrois de contentieux administratifs (loi n° 1 de 2017) au ministère de la Justice entre janvier 2015 et mars 2017 [en tant que conseiller scientifique principal/commissaire ministériel (juillet 2015 – septembre 2016)].

2008-2009: conseiller à la préfecture de la Hongrie centrale, chargé des affaires administratives liées aux droits de propriété

2013-2015: membre du comité d'appel du Conseil national d'accréditation

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Membre du Comité d'éthique de la recherche de l'Académie hongroise des sciences depuis 2023

Présidente de la section de droit public de l'Association hongroise des juristes depuis 2021

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits humains

À la Cour constitutionnelle, j'ai traité un grand nombre de questions de procédure et de fond portées devant la Cour lors de la rédaction des décisions pour les juges Kiss et Erdei.

Dans le cadre du projet de codification du Code du contentieux administratif, j'ai pu élaborer (rédiger) la législation primaire afin de garantir la conformité avec la CEDH (et le droit de l'Union européenne).

J'enseigne le droit administratif depuis plus de 25 ans en mettant l'accent sur les aspects administratifs de la protection des droits de l'homme. Outre l'enseignement de ces matières dans le cadre des cours universitaires généraux, j'offre un cours en anglais axé sur l'article 6 de la CEDH, avec un accent particulier sur les questions de contrôle judiciaire de la légalité de l'action administrative et d'administration judiciaire. Ces dernières années, j'ai également eu le privilège de donner des conférences et des cours sur le droit à une protection judiciaire effective dans plusieurs universités étrangères [Bristol (Royaume-Uni), Indiana (États-Unis), Poitiers (F), Düsseldorf (D) et Göttingen (D)], et plus largement sur les mécanismes de protection juridique administrative [à la LMU Munich (D), à l'AMU Poznan (PL)], ainsi que sur l'indépendance judiciaire [à Berne (CH) et à Manchester (Royaume-Uni)].

J'ai contribué au premier commentaire article par article en langue hongroise de la Convention européenne des droits de l'homme, édité par Pál Sonnevend et Eszter Bodnár, avec des commentaires sur les articles 6 et 13 de la CEDH.

Mes recherches portent sur l'importance et l'interdépendance des droits à une protection juridique effective, à un procès équitable et à une bonne administration (voir VII.).

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Sans objet

b. Mandats électifs

- **membre du Conseil de la Faculté de droit de l'Université ELTE de Budapest (depuis 2010 jusqu'à avril 2025 et depuis juillet 2025)**
- membre de la commission d'appel du Conseil national hongrois d'accréditation (2013-2015)
- **Vice-doyenne chargée des relations internationales de la Faculté de droit de l'Université ELTE Budapest depuis 2019**
- **Présidente de la section de droit public de l'Association hongroise des juristes depuis 2020**
- **Membre du Comité d'éthique de la recherche de l'Académie hongroise des sciences depuis 2023**

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

Membre de groupes de travail d'experts:

- **Ministère de la Justice – Membre du Comité d'experts chargé de suivre la mise en œuvre du Code de procédure administrative (depuis 2023)**
- Ministère de la Justice – Membre du Comité consultatif sur la codification des règles de procédure administrative (2015-2016)

- Membre régulier des groupes de travail chargés de l'analyse jurisprudentielle de la Kuria dans le domaine du droit public (2012, 2013, 2014/15, 2017/18 et 2020/21)

Membre de sociétés savantes internationales:

- **Groupe européen d'administration publique (GEAP), depuis 2023 coprésident du groupe d'étude permanent X (droit et administration)**
- **Vereinigung Deutscher Staatsrechtslehrer**
- **Académie internationale de droit comparé**
- **Societas Iuris Publici Europaea (SIPE)**

Membre du comité de rédaction:

- **ELTE Law Journal (Q4), Studia Iuridica Lublinensia (Q2), Magyar Jog [Droit hongrois], Public Governance, Administration and Finances Law Review**

VII. Travaux et publications

160 publications scientifiques avec plus de 800 références indépendantes, 222 articles au total [liste complète sur [MTMT](#) (Bibliographie scientifique hongroise)].

Quelques publications récentes:

- (2025) [co-auteur Fényes, Marcell] Chambers or Panels? (Un)ambiguity in the Administration of Hungarian Courts. *International Journal for Court Administration (IJCA)* 16:1. Paper 4. DOI: <https://doi.org/10.36745/ijca.591>
- (2024) The Third Step of the Guðmundur Test and the Importance of a Seamless Implementation of the Principle of Separation of Powers into the Process of Appointment of Judges for Independent Tribunals Established by Law. *Juridical Tribune – Review of Comparative and International Law* 14:3 pp. 416-435. DOI: <https://doi.org/10.62768/TBJ/2024/14/3/05>
- (2024) Politics of power instead of coordination in public space management – on the example of Budapest. *Hungarian Journal of Legal Studies* 65:3 pp. 347–361 DOI: <https://doi.org/10.1556/2052.2025.00566>
- (2023) Judicial Review in Hungary: The Turmoil of Organisational Changes through the Lenses of Procedural Law. *ELTE Law Journal* 2023:1. 95-110. DOI: <https://doi.org/10.54148/ELTELJ.2023.1.95>
- (2021) The Procedural Autonomy of Hungarian Administrative Justice as a Precondition of Effective Judicial Protection. *Studia Iuridica Lublinensia* 30:4 pp. 491-503. DOI: <http://dx.doi.org/10.17951/sil.2021.30.4.491-503>
- (2021) – [co-auteur Mohácsi, Barbara] Tisztességes tárgyaláshoz való jog (= EEJE 6. cikk) [Le droit à un procès équitable, Art. 6 ECHR], and
- (2021) – Hatékony jogorvosláshoz való jog (= EEJE 13. cikk) [Le droit à un recours effectif],
- both (6-7) in: Pál Sonnevend – Eszter Bodnár (eds.) *Az Emberi Jogok Európai Egyezményének kommentárja. [Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme]* Budapest: [HVG-Orac](#), pp. 103-173 et pp. 324-335.
- (2019) § 43 Geschichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Ungarn. In: Sommermann, Karl-Peter; Schaffarzik, Bert (eds.) *Handbuch der Geschichte der Verwaltungsgerichtsbarkeit in Deutschland und Europa*. Band 2. Berlin, Heidelberg: Springer, pp. 1569-1599. <https://doi.org/10.1007/978-3-642-41235-6>

VIII. Langues

Langue	Anglais	Français	Allemand	Hongrois
Lire	C2	C2	C2	C2
Ecrire	C1	C1	C2	C2
Ecouter	C2	C1	C2	C2
Parler	C1	C1	C2	C2

Comment avez-vous appris	Cours scolaires et particuliers de préparation à l'examen 'Proficiency in English'	École et université (Diplôme d'Université de Langue, Littérature, Civilisation Françaises, Paris-X)	Séjour en Autriche et en Allemagne (1984-90), études universitaires (LMU München, DHV Speyer)	Langue maternelle
--------------------------	--	---	---	-------------------

IX. Autres informations pertinentes

Mariée, 5 enfants

X. Dans le cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour le poste de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours intensifs de la langue concernée avant, et si nécessaire également au début de votre mandat, si vous êtes élue juge à la Cour

Oui, je confirme

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour

Oui, je confirme

Annexe 2 – Curriculum vitae de Balázs Tibor SCHANDA

I. État civil

Nom, prénom: SCHANDA, Balázs Tibor

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 18 août 1968 à Budapest, Hongrie

Nationalité: hongroise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

Qualifications:

- 1993: Jurist (Université Eötvös Loránd, Faculté de droit)
- 1996: Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat
- 1999: Licence en droit canonique (Université catholique Pázmány Péter, Institut supérieur de droit canonique)
- 2003: Doctorat en droit (Université Eötvös Loránd, Faculté de droit)
- 2010: Habilitation (Université catholique Pázmány Péter, Faculté de droit et de sciences politiques)

Études à l'étranger:

- 1992: Trèves, Allemagne, bourse TEMPUS, 6 mois
- 1994: Bonn, Allemagne, bourse de recherche Katholischer Akademischer Ausländer-Dienst, 4 mois
- 1994: Birmingham, Royaume-Uni, «Programme européen sur le droit et la pratique des droits de l'homme», 10 semaines
- 1997: New York, États-Unis, «chercheur invité» à l'université Columbia, «Programme sur la religion, les droits de l'homme et la liberté religieuse», 4 mois.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Membre de la Cour constitutionnelle de Hongrie depuis le 1er décembre 2016 (résolution parlementaire 31/2016. (XI. 23.) OGY)

Nommé juge depuis le 1er juillet 2020 (résolution présidentielle 304/2020. (VII. 3.) KE)

b. Description des activités juridiques non judiciaires

1. Professeur à la Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université catholique Pázmány Péter (matières enseignées: droit constitutionnel, droit ecclésiastique)
2. Activités professionnelles antérieures

Cour constitutionnelle de la République de Hongrie:

- assistant juridique (1er mars 1993 – 31 décembre 1996)
- chercheur (1er janvier 1997 – 31 mai 1998)
- conseiller (1er juin 1998 – 31 mai 1999)

Ministère du Patrimoine culturel national:

- directeur adjoint (1er juin 1999 – 30 juin 2002)

Cabinet du Premier ministre:

- directeur adjoint (juillet 2002)

- conseiller principal (1er août 2002 – 31 décembre 2002)

Cour constitutionnelle de la République de Hongrie:

- conseiller principal (1er janvier 2003 – avril 2007)

Université catholique Pázmány Péter :

- Professeur associé et directeur du département de droit constitutionnel (depuis septembre 2006)
- Doyen de la faculté de droit et de sciences politiques (1er juillet 2007 – 31 août 2013)
- **Professeur d'université (à temps plein) (2012-)**

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Sans objet

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Enseignement des droits fondamentaux et du droit international des droits de l'homme.
- Membre du conseil d'administration de la Fondation publique du Centre de documentation sur l'Holocauste (2002 – 2004)
- Membre suppléant du conseil d'administration (2010-2015) de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne
- Émission d'avis (ou d'avis dissidents) dans de nombreuses décisions de la Cour constitutionnelle, Membre de la Cour constitutionnelle (depuis 2016)

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

Membre de la Cour constitutionnelle (depuis 2016)

b. Mandats électifs

Membre de la Cour constitutionnelle (depuis 2016)

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

- Consortium européen pour la recherche sur l'Église et l'État – membre (depuis 2004, président en 2016)
- membre de l'ICLARS (International Consortium for Law and Religion Studies)
- Membre de comités de rédaction/conseils scientifiques: Iustum Aequum Salutare, Revista General de Derecho Canónico y Derecho Eclesiástico del Estado, Oxford Journal of Law and Religion, Studia z Prawa Wyznaniowego, In Medias Res, Association des juristes constitutionnels hongrois
- Académie hongroise des sciences, membre élu de l'Assemblée générale 2012-2015, membre élu du Comité des sciences juridiques et politiques (2012-2015)
- Comité hongrois d'accréditation – membre du Comité d'experts en sciences sociales (2011-2017)
- Examinateur pour l'examen du Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (depuis 2013)
- Membre du conseil des parents d'élèves de l'école de notre plus jeune fille (depuis 2021)

VII. Travaux et publications

- Schanda, Balázs: Religion and Law in Hungary, Alphen aan den Rijn: Kluwer Law International 2025 (third, revised edition), 145 p. (International Encyclopedia of Laws/Religion)
- Schanda Balázs: Keresztény kultúra – Állam és egyház – Vallásszabadság: Tanulmányok a vallásszabadság és az állami egyházjog köréből (Culture chrétienne – Église et État – Liberté de religion: Études sur la liberté de religion et le droit ecclésiastique) Budapest, Pázmány Press (2022), 217 p. ISBN: 9789633084281
- Schanda Balázs: 9. Cikk: Gondolat-, lelkiismereti- és vallásszabadság (Article 9: Liberté de pensée, de conscience et de religion), In: Sonnevend, Pál; Bodnár, Eszter (éd.) Az Emberi Jogok Európai Egyezményének kommentárja (Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme) Budapest, HVG-ORAC (2021) 756 p. pp. 218-243.
- Schanda Balázs: A kiskorú vallásszabadsága: A gyermek vagy a szülő joga? (Le droit à la liberté de religion des mineurs: un droit pour les enfants ou pour les parents?) KÁNONJOG 25: 1 pp. 81-88. (2023)
- Schanda Balázs: Az Alaptörvény mint kompromisszum – néhány szempont az Alaptörvény kompromisszumos jellegéhez (La Loi fondamentale comme compromis – quelques réflexions sur le caractère compromissaire de la Loi fondamentale) KÖZJOGI SZEMLE: 1 pp. 16-21. (2024)
- Schanda Balázs: Az alkotmánybíráskodás új szerepe az Alaptörvény első évtizedében: Kompromisszumok, identitás és jogfejlesztés (Le nouveau rôle de la juridiction constitutionnelle au cours de la première décennie de la Loi fondamentale: compromis, identité et évolution juridique) ACTA HUMANA: HUNGARIAN CENTRE FOR HUMAN RIGHTS PUBLICATIONS 9: 2 pp. 117-134., (2021)
- Schanda Balázs: Magyarország keresztény kultúrájának alkotmányos védelme (La défense constitutionnelle de la culture chrétienne en Hongrie) JOGTUDOMÁNYI KÖZLÖNY 74: 4 pp. 150-155. (2019)
- Schanda Balázs: Hungary's Christian Culture as Subject of Constitutional Protection STUDIA Z PRAWA WYZNANIOWEGO / STUDIES IN LAW ON RELIGION 23 pp. 55-72. (2020)
- Schanda Balázs: The Recent Developments of Church-State Relations in Central Europe, In: Ferrari Slivio, Cristofori Rinaldo (éd.) Law and Religion in the 21st Century: Relations between States and Religious Communities. Farnham: Ashgate, 2010. pp. 157-165.
- Schanda Balázs: Das Recht der Religionsgemeinschaften in Ungarn, In: Lienemann Wolfgang, Reuter Hans-Richard (éd.) Das Recht der Religionsgemeinschaften in Mittel-, Ost- und Südosteuropa. Baden-Baden: Nomos, 2005. pp. 547-568.

Liste complète des publications: <https://m2.mtmt.hu/gui2/?type=authors&mode=browse&sel=authors10001202>

Total des publications: 403, citations indépendantes: 1749

VIII. Langues

Langue	Anglais	Français	Allemand	Italien
Lire	C2	B2	C1	B2
Ecrire	C2	B1	C1	B1
Ecouter	C2	B2	C2	B2
Parler	C2	B1	C1	B1
Comment avez-vous appris	en privé depuis l'enfance	quatre ans au lycée	en cours particuliers depuis la petite enfance	en privé

IX. Autres informations pertinentes

Marié depuis 2003, quatre enfants.

X. Dans le cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour le poste de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours intensifs de la langue concernée avant, et si nécessaire également au début de votre mandat, si vous êtes élu juge à la Cour

Oui, je confirme

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour

Oui, je confirme

Annexe 3 – Curriculum vitae de Marcel SZABÓ

I. État civil

Nom, prénom: SZABÓ, Marcel

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 23 mai 1970 à Budapest, Hongrie

Nationalité: hongroise

II. Études et diplômes, et autres qualifications

- 1989-1994 – Doctorat en droit (Faculté de droit ELTE, Budapest) – *cum laude*
- 1992 (semestre de printemps) – Université technique de Delft (Pays-Bas), Centre d'administration des bassins fluviaux – sujet de recherche: Problèmes juridiques internationaux des zones transfrontalières du Rhin et du Danube
- 1995 (semestre d'automne) – Université de Stanford (États-Unis), programme de formation diplomatique
- 1996 (janvier-août) – Université Panthéon-Assas, Certificat de Recherches Approfondies
- 1996-1997 (deux semestres) – Université de Cambridge, diplôme en droit international
- 1998 – Examen juridique (organisé par le ministère de la Justice, Hongrie)
- 2003 – Doctorat (Université catholique Pázmány Péter, Budapest) – titre de la thèse: Codification des règles de réparation par la Commission du droit international – *summa cum laude*
- 2012 – Habilitation (Université catholique Pázmány Péter, Budapest) – titre de la thèse: Hiérarchie et collision entre les normes du droit européen et du droit international public
- 2017 – Professeur titulaire (Université catholique Pázmány Péter, Budapest)

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- **Depuis le 1er décembre 2016 – Membre (juge) de la Cour constitutionnelle de Hongrie (mandat de 12 ans, non renouvelable).** Juge rapporteur dans plus de 370 affaires, dont 50 ont été jugées en séance plénière (formation de 15 juges) par la Cour constitutionnelle. Juge rapporteur dans des affaires portant principalement sur la protection de l'environnement, les droits des enfants, les droits des personnes handicapées et l'autonomie locale.
- **Depuis 2015 – Membre (arbitre) du Groupe national hongrois de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.**

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Activités universitaires:

Depuis 1997 – Enseignant à la faculté de droit de l'université catholique Pázmány Péter (UCPP, professeur titulaire depuis 2017)

- depuis 2005 – Chef de département (2005-2014 – Département de droit international et de droit européen, depuis 2015 – Département de droit européen)
- cours sur le droit européen et le droit international
- 2001-2011 – Directeur du programme conjoint d'études sur l'Europe centrale de l'UCPP et de l'Université de San Francisco
- 2003-2011 – Vice-doyen chargé des relations internationales
- 2005-2009 – Directeur du programme d'été de l'université de San Francisco à Budapest

- Chercheur invité/conférencier (Université Sacro Cuore, Milan; Université de San Francisco; Marymount College, Los Angeles; Centre Lauterpacht pour le droit international, Université de Cambridge)

Depuis 2013 – Fondateur et rédacteur en chef du Hungarian Yearbook of International Law and European Law – une revue juridique en libre accès classée par Scopus, publiée par Nomos, Allemagne. Cette revue vise à présenter à un public international les dernières recherches scientifiques et les développements en matière de droit international et européen en Hongrie, ainsi que les décisions les plus importantes des cours suprêmes hongroises (Cour suprême, Cour constitutionnelle). Elle analyse également des affaires importantes traitées par des instances internationales, principalement la CJUE et la CEDH, qui sont significatives pour la Hongrie.

Activités juridiques non universitaires et non judiciaires:

- 1994-1995 – Conseiller juridique, département du droit international du ministère des Affaires étrangères, Hongrie
- 1998-2002 – Expert en droit international, Bureau du commissaire du gouvernement pour la région du Danube, Hongrie
- 2000-2002 – Chef de délégation, Groupe de travail juridique hongro-slovaque chargé de la mise en œuvre de l'arrêt de la CIJ dans l'affaire du projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)
- 2011-2012 – Commissaire ministériel pour l'utilisation durable des ressources naturelles transfrontalières, ministère de l'Administration publique et de la Justice, Hongrie
- 2011-2012 – Représentant de la Hongrie devant la CIJ

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Depuis 2017 – Président du Comité international des Voices of Future Generations, créé par le World Future Council. Ce programme a pour mission de promouvoir les droits des enfants à l'éducation et à la culture en publiant des livres écrits par des enfants (généralement âgés de 8 à 12 ans) destinés à de jeunes lecteurs.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits de l'homme

- Depuis 1997 – Cours universitaires en droit international, droit européen et droit de l'environnement, axés sur les mécanismes de protection judiciaire des individus
- Depuis 1997 – Publications et conférences sur la protection des droits de l'homme (voir point VII). Conférence au Conseil de l'Europe à Strasbourg en 2023, intitulée «Le droit à un environnement propre, sain et durable dans la pratique» (en anglais).
- 2012-2016 – Commissaire adjoint aux droits fondamentaux et ombudsman pour les générations futures en Hongrie. Enquête sur les plaintes relatives à la mauvaise administration concernant le droit à un environnement sain, la protection des ressources naturelles et les intérêts des générations futures. Publication de déclarations indépendantes sur des sujets tels que les parcs nationaux en tant que gardiens des valeurs pour les générations futures (2014) ou la protection des sols (2016). A lancé une proposition lors de la 23e session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, avec le co-parrainage de 15 États et en collaboration avec WaterLex, afin que les institutions nationales des droits de l'homme de l'ONU collectent et partagent entre elles leurs dispositions nationales et leurs pratiques juridiques en matière de droit à l'eau et à l'assainissement. Fondateur et premier président du Réseau des institutions pour les générations futures (basé sur le rapport du Secrétaire général de l'ONU de 2013 intitulé «La solidarité intergénérationnelle et les besoins des générations futures», A/68/322).
- Depuis 2016 – Juge à la Cour constitutionnelle de Hongrie. Juge rapporteur dans plus de 370 affaires, dont 50 jugées en séance plénière (formation de 15 juges). Juge rapporteur dans des affaires portant principalement sur la protection de l'environnement, les droits des enfants, les droits des personnes handicapées et l'autonomie des collectivités locales. Les décisions les plus importantes dans lesquelles il a agi en tant que juge rapporteur sont: la décision n° 5/2025 sur la loi hongroise sur la protection du climat et la décision n° 10/2020 garantissant la cohérence juridique entre un arrêt de la CEDH et une disposition juridique hongroise spécifique.
- Depuis 2017 – Président du Comité international des Voices of Future Generations (voir point III.c.).

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

- 2000-2002 – Chef de délégation, Groupe de travail juridique hongro-slovaque chargé de la mise en œuvre de l'arrêt de la CIJ dans l'affaire du projet Gabčíkovo-Nagymaros (Hongrie c. Slovaquie)
- 2011-2012 – Commissaire ministériel pour l'utilisation durable des ressources naturelles transfrontalières, ministère de l'Administration publique et de la Justice, Hongrie
- 2011-2012 – Représentant de la Hongrie devant la CIJ

b. Mandats électifs

- 2012-2016 – Commissaire adjoint aux droits fondamentaux et ombudsman pour les générations futures, Hongrie
- **Depuis le 1er décembre 2016 (mandat de 12 ans) – Membre (juge), Cour constitutionnelle de Hongrie**

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

Sans objet

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

Membre de comités de rédaction:

- **Depuis 2013 – Fondateur et rédacteur en chef, Hungarian Yearbook of International Law and European Law**
- **Depuis 2015 – Membre du comité de rédaction, East-West Studies: Journal of Social Sciences (Université de Tallinn)**
- **Depuis 2018 – Membre du comité de rédaction, Belügyi Szemle, Hongrie**
- 2005-2011 – Membre du comité de rédaction, Iustum Aequum Salutare, Hongrie

Membre d'organisations professionnelles:

- **Membre de l'organisme public Académie hongroise des sciences (AHS)**
- **Membre des sous-comités du droit international public et du droit européen de la section IX (économie et droit) de la AHS**
- **Membre de l'Association de droit international (ILA), section hongroise**
- **Membre de la Fédération internationale du droit européen (FIDE), section hongroise**

Fonctions au sein d'organisations professionnelles (sans rémunération):

- **Depuis 2017 – Président, Commission internationale des Voices of Future Generations**
- **Depuis 2019 – Membre du Conseil d'administration, Centre for International Sustainable Development Law (ICSIDL), Montréal, Canada**
- **Depuis 2022 – Membre, Weeramantry International Justice Commission**

Distinctions:

- 2016 – Justitia Regnorum Fundamentum (décerné par le Commissaire aux droits fondamentaux, Hongrie) pour la protection exceptionnelle des droits de l'homme
- 2018 – Prix mondial d'inspiration «Voices of Future Generations»
- 2020 – Prix international de justice H.E. Justice C.G. Weeramantry

VII. Travaux et publications

La liste complète des publications est disponible dans le répertoire des travaux scientifiques hongrois (mtmt):

<https://m2.mtmt.hu/gui2?type=authors&mode=browse&sel=authors10026228&paging=1;1000>

Nombre total de livres et d'articles: 161 (116 «publications scientifiques»), citations indépendantes: 317, indice Hirsch: 9

Titres les plus importants:

1. Marie-Claire Cordonier Segger – Marcel Szabó – Alexandra R. Harrington (éd.): *Intergenerational Justice in Sustainable Development Treaty Implementation: Advancing Future Generations Rights through National Institutions*. Cambridge University Press, 2021,500p.
2. *Representing the Interests of Present and Future Generations at the Same Time: A Case Study of the Hungarian Ombudsman for Future Generations*. In: Heléne Ruiz Fabri – Valérie Rosoux – Alessandra Donati (éd.): *Representing the Absent*. Nomos, 2023,pp.413-438.
3. *Right to environment*. In: Christina Binder et al.(éd.): *Elgar Encyclopedia of Human Rights*. Edward Elgar, 2022,pp.81-89.
4. *A Common Heritage Fund for Future Generations*. In: Iñigo González-Ricoy – Axel Gosseries (éd.): *Institutions for Future Generations*. Oxford University Press, 2016,pp.197-213.
5. *Sustainable development in the judgments of the International Court of Justice*. In: Marie-Claire Cordonier Segger – H.E. Judge C.G. Weeramantry (éd.): *Sustainable development principles in the decisions of international courts and tribunals 1992-2012*. Routledge, 2017,pp.266-280.
6. *The EU under public international law: challenging prospects*. The Cambridge Yearbook of European Legal Studies, Vol.10, 2010,pp.303–343.
7. *State succession and the jurisprudence of the European Court of Human Rights*. In: Christina Binder et al.(éd.): *The European Court of Human Rights and Public International Law – Fragmentation or Unity?* Nomos, 2014,pp.119-145.
8. The effects of the European Convention on Human Rights and the Strasbourg case law on the development of Hungarian law. *Acta Juridica Hungarica*, 2015/1,pp.59-71.
9. *Az egészséges környezethez való jog anyagi jogi és eljárásjogi kérdései az Alkotmánybíróság újabb gyakorlatában*. *Acta Humana*, 2022/2,pp.77-92.(en hongrois, traduction du titre: Aspects substantiels et procéduraux du droit à un environnement sain dans la jurisprudence récente de la Cour constitutionnelle)
10. *Az Alkotmánybíróság és az Emberi Jogok Európai Bíróságának kapcsolata*. In: Zakariás Kinga (éd.): *Az alkotmánybírósági törvény kommentárja*. Pázmány Press, 2022,pp.99-107.(en hongrois, traduction du titre: Les relations entre la Cour constitutionnelle et la Cour européenne des droits de l'homme)

VIII. Langues

Langue	Anglais	Français	Hongrois
Lire	C2	B2	C2
Ecrire	C2	B2	C2
Ecouter	C2	B2	C2
Parler	C2	B2	C2
Comment avez-vous appris	Apprentissage, études à l'étranger	Apprentissage, études à l'étranger	Langue maternelle

IX. Autres informations pertinentes

Sans objet

X. Dans le cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour le poste de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention de suivre des cours intensifs de la langue concernée avant, et si nécessaire également au début de votre mandat, si vous êtes élu juge à la Cour

Oui, je confirme

XI. Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour

Oui, je confirme